

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 30 mai 2016

Loi Travail, accords de compétitivité, réorganisations :

Inverser le rapport des forces entre les travailleurs et le patronat, c'est possible maintenant !

Depuis la semaine dernière, la mobilisation contre la loi Travail ne se mesure plus seulement en nombre de manifestants mais en secteurs et entreprises en grève. Cette semaine, SNCF, RATP devraient rejoindre raffineurs et électriciens... Malgré une intense campagne d'intox, les deux-tiers de la population considèrent que la responsabilité de la situation incombe au gouvernement : leurs « blocages », ce sont de véritables grèves, impliquant des milliers de travailleurs et non une poignée de syndicalistes !

Pour l'instant, le gouvernement n'a rien cédé sur l'essentiel, mais la lutte engagée a déjà porté quelques fruits « collatéraux » : Hollande vient d'annuler la baisse des budgets de recherche tandis que Valls s'est engagé auprès des routiers à ce que la loi ne baisse pas la rémunération des heures supplémentaires...

Le gouvernement se fissure : Hollande, Valls et Gattaz restent droit dans leurs bottes

Certains prônent le compromis : députés « frondeurs » ou autres et même le ministre des Finances Michel Sapin. Jusqu'à l'ancienne patronne du Medef, Laurence Parisot, c'est dire ! Ce qui a conduit tous ces braves gens à « réfléchir », c'est la conscience que les travailleurs peuvent, s'ils le veulent, tout paralyser.

Mais « *Je tiendrai bon* », a fanfaronné Hollande depuis le Japon le vendredi 27 mai. « *Je considère que ma responsabilité, c'est d'aller jusqu'au bout* », a affirmé Valls samedi 28 mai, propos qui vont exactement dans le même sens que ce que dit le patron du Medef, Gattaz, dans *Le Monde* daté du 31 mai. Aux travailleurs de leur faire ravalier leur arrogance.

Loi Travail, décret-socle, Plan Hirsh, allocations-chômage : « ils se lâchent ! »

Ce projet de loi symbolise tout ce que doivent subir de nombreux travailleurs et que la loi Travail consacrerait et permettrait d'étendre partout. Elle n'est qu'un volet d'un plan d'attaques du patronat et du gouvernement.

Dans les hôpitaux de la Région parisienne, la loi Travail s'appelle Plan Hirsh. Et sur l'ensemble des hôpitaux, la création de « groupements hospitaliers » avec fermetures de services et réductions de postes. Une catastrophe en vue.

À la Poste, les réorganisations se multiplient qui se traduisent par des journées allongées, des jours de congés en moins.

À la SNCF, la loi Travail s'appelle décret-socle, contre lequel les cheminots se battent.

Les fonctionnaires sont dans le collimateur d'un nouveau rapport qui vient d'être remis à Valls concernant 15 jours de congés « en trop » en moyenne dont, paraît-il, ils bénéficieraient. Il est clair que les fonctionnaires sont la prochaine cible.

À Renault comme à PSA, non content d'avoir imposé des « accords de compétitivité », les deux Carlos en veulent désormais un de « super-compétitivité »...

Gouvernement et Medef n'oublie évidemment pas les chômeurs : El Khomri a repris cette demande des patrons de rendre dégressives les allocations de chômage, ce qui pourrait bien devenir effectif dès le 1^{er} juillet. Comme on dit, « ils se lâchent » !

... Alors, lâchons-nous !

La mobilisation contre la loi Travail ne faiblit pas et des grèves éclatent, comme dans les caisses d'épargne. Il s'agit en fait de la même lutte, contre les différentes facettes de l'offensive patronale. Employés, ouvriers, postiers, cheminots, agents des hôpitaux, fonctionnaires territoriaux, d'État, chômeurs – le rejet de la loi Travail doit permettre de faire converger toutes les luttes : qu'une telle généralisation se fasse, et la victoire ne sera pas loin !

À condition de ne pas laisser les syndicats faiblir. À condition de ne pas laisser seuls ceux qui sont déjà en grève, de poursuivre la mobilisation et de l'étendre.

Dès cette semaine, joignons-nous aux manifestations prévues ce 2 juin, sans attendre celles du 14 juin. Le monde du travail n'a jamais, au cours de ces dernières années, été aussi près de pouvoir renverser le rapport des forces avec le patronat.

NCS 2.0, retour dans la course aux attaques

Mercredi 15 mai dernier se déroulait la première réunion de négociations entre syndicats et patronat pour le NCS2.0. Pour nos collègues d'usine c'est une nouvelle déclaration de guerre.

Compteur de modulation de temps de travail qui passe de -5/+5j à -15/+15j avant de déclencher le passage en heures supplémentaires payés à 125 %. Heures de nuit non payés automatiquement à la fin du mois. Suppression des congés d'annualisation de plus de 50 ans qui existent pour les ouvriers, ETAM et cadre travaillant en équipe, sensés « compenser » la contrainte de la flexibilité de l'annualisation.

Le bug 2.0

Le 26 mai, 2 300 de nos collègues des sites de Poissy, Mulhouse, Sochaux, Vesoul, Sevelnord, Tremery, Valenciennes ont débrayé pour dire non aux attaques du NCS 2.0. La direction a été obligé de reculer sur le travail obligatoire du samedi après midi, les H- à l'heure, la suppression des jours de congés supplémentaires pour les plus de 50 ans.

Ce mardi une nouvelle journée de mobilisation est prévue pour enfoncer le clou sur les compteurs de modulation à ± 15 jours, la suppression de l'ACCAC (dégressivité de la prime de contrainte horaire), la mobilité des TAM sur des postes d'ouvriers pro et ouvriers pro sur des postes d'opérateurs. Nos collègues des usines ont raison de ne pas se laisser faire et cela appelle notre soutien.

Paraît que c'est à ça qu'on les reconnaît : ils osent tout

Qui a dit : « Je suis le plus syndicaliste de tous les syndicalistes, car dès le moment où j'arrive à mon bureau tôt le matin, ma préoccupation est de préserver l'entreprise et ses employés » ? Réponse : notre chef, le roi des circuits : Carlos Tavares !

Bientôt il prétendra que c'est nous qui lui avons imposé des milliers de suppressions de postes parce qu'on a les yeux rivés sur le cours de bourse dès qu'on entre au vestiaire...

I want you for PSA Army

Des travailleurs payés par l'État et amenés en Jeep au boulot, le tout enrobé d'une discipline militaire : PSA en rêvait, Hollande l'a réalisé. Ça s'appelle le Service Militaire Volontaire et c'est actuellement à PSA Trémery. 9 jeunes viennent chaque jour bosser sur chaîne, livrés par l'État-major de la caserne d'à côté.

PSA, licencieur en chef, se vante d'améliorer l'« employabilité » des jeunes. Quand on se moque du monde, autant pas le faire à moitié.

Quand le loup montre pattes blanches

Tavares annonce le renforcement de son programme de conformité des règles en vigueur en matière de concurrence pour prévenir toute violation.

Besoin irrépressible de transparence de la part des

dirigeants ? Que nenni. Voilà le dernier enfumage, qui fait suite à la coquette amende de 30 millions d'euros que PSA doit payer pour cause d'entente illicite avec GEFCO.

L'État, le super héros des super bénéficiaires

Visiblement l'État, après avoir volé au secours des finances de PSA, songerait à céder ses actifs. Il irait voler au secours d'autres entreprises en difficulté, avec l'argent public.

Du côté de la direction, tout est plus qu'OK. 1,2 milliard de profits annoncés pour 2015. Pour nous, c'est suppressions de poste à gogo, gel des salaires et nouveau contrat social. On plaint les prochains bénéficiaires de l'aide étatique.

Bien voter ou lutter ?

Lors du premier tour des élections présidentielles en Autriche, le 24 avril, le candidat d'extrême droite est passé devant tous les autres : les deux principaux partis qui se partageaient le pouvoir depuis 1945 ont été balayés lors de ces élections.

Les électeurs autrichiens ont finalement élu un Vert comme président. Mais celui-ci fait partie du même personnel politique de la classe dirigeante qui a permis l'ascension de l'extrême droite par ses politiques.

On peut se réjouir de voir que le FPO a perdu son pari. Mais on ne fera pas reculer les idées de l'extrême droite en votant pour ceux qui ont jeté des millions de gens dans ses bras. En revanche, quand les travailleurs entrent en lutte, les démagogues d'extrême droite, comme le FN en France, on les entend beaucoup moins.

Impunité pour un patron menteur

Frédéric Oudéas, patron de la Société générale, avait juré devant une commission sénatoriale en 2012 que sa banque n'avait plus de compte dans un paradis fiscal.

Patatras : les révélations des Panama papers ont montré le contraire. Notre Pinocchio du mois aurait pu être poursuivi pour parjure mais le Bureau du Sénat en a décidé autrement. Entre menteurs du même monde on se soutient.

Paroles d'un ministre « droit dans ses bottes »

Aux routiers, Valls affirmait le 20 mai que la CGT et FO, « attisent les inquiétudes en faisant croire que la loi travail mènerait à baisser la rémunération des heures supplémentaires » à « 10 % au lieu de 25 % ». Il expliquait : « Je veux rassurer les conducteurs : il n'y a pas de conséquences sur la rémunération des routiers », avant de préciser « sauf accord de branche signé par une majorité des organisations syndicales ». Mais c'est précisément ça que permettra la loi travail et qui révolte les routiers.

Le lendemain le gouvernement garantissait les 25 % pour tout le secteur. Mais les bobards n'ont jamais protégé un gouvernement d'une mobilisation qui s'étendrait et se généraliserait.